

# market

VALUES BEYOND MARKETS

DURABILITÉ(S)  
UNE COP26 À LA  
HAUTEUR DES ATTENTES?

LEADERSHIP  
JÉRÔME KOECHLIN

INVITÉ  
FLORIAN RAIS

MARCHÉ DE L'ART  
SAM FRANCIS

INVESTIR  
MARCHÉS ASIATIQUES

PHOTO  
PATRICE FILEPPI

DOSSIER

## SUISSE : LES PROMESSES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

15 CHF



# *LES PROMESSES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE*



JOHN HARTUNG,  
Directeur des rédactions  
Consultant @ blue coco Consulting  
& Communication

---

DAVOS, JANVIER 2019 : L'ALLIANCE LOOP, UN DES FLEURONS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE – DANS SA VERSION MONDIALISÉE – EST PROJETÉE SUR LES ESTRADES DU WORLD ECONOMIC FORUM PAR TOM SZAKI (TERRACYCLE) ET LES CEO DE PROCTER & GAMBLE, PEPSICO ET APEEL SCIENCES, EN COMPAGNIE DE JENNIFER MORGAN, DIRECTRICE DE GREENPEACE

INTERNATIONAL. CETTE SCÈNE EST L'UN DES ÉVÉNEMENTS AYANT MÉDIATISÉ LE CONCEPT D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, CAR LA TRIBUNE OFFERTE PAR LE WORLD ECONOMIC FORUM – COMME LE MODÈLE ÉCONOMIQUE LINÉAIRE DONT IL EST LE CHAMPION – EST MONDIALE. UN PARADOXE POUR UN PARADIGME QUALIFIÉ D'« ÉCONOMIE DE LA PROXIMITÉ ».

---



**P**aradoxe, un terme qui semble rebondir lors de chacune de nos lectures – des conférences des parties aux engagements étatiques, du financement d'une économie régénératrice à celui de son antithèse pétro-industrielle. Pourtant, aux revendications de type « idéaliste » qui gonflent depuis 40 ans, se greffent des constats d'ordres économiques, plus récents. Ce sont les 258 milliards de dollars de pertes économiques liées aux catastrophes météorologiques de l'année 2020<sup>1</sup> ; les 25 000 milliards (USD) de valeur attribuée aux océans en tant qu'actif<sup>2</sup> ; ou encore les 50 % du PIB mondial dont on estime aujourd'hui qu'ils reposent sur la biodiversité<sup>3</sup>, soit un montant de l'ordre de 42 000 milliards de dollars. Les intérêts de l'économie mondiale se sont-ils alignés sur les volontés de préserver Planète et biosphère ? Pas encore, comme en témoignent les agissements de l'Inde et de la Chine lors de la COP26 quant au charbon. Car même si la morale et l'économie s'alignent, les intérêts de l'économie mondiale penchent encore vers le pétro-industriel, l'extraction et la surconsommation. La vieille économie a intérêt à ralentir sa migration du linéaire vers le circulaire, et trouve pour renfort

la réalité des marchés : les substituts manquent ou sont trop chers, l'inflation du durable conduit à une bulle du durable, et la phase que nous appelons transition s'accompagne de promesse de crises des énergies, des matières, et pourquoi pas des gouvernances. L'économie circulaire peut-elle nous sortir de l'impasse ?

**S**i tel devait être le cas, comment la Suisse, championne de l'économie linéaire – classée numéro un mondial de la compétitivité par la dernière étude du Centre de compétitivité mondiale de l'IMD<sup>4</sup> – peut-elle se faire acteur engagé de l'économie circulaire ? Comment un pays qui gagne un franc sur deux à l'étranger peut-il prôner une économie de la proximité ? Sans-doute avec des pieds de plomb. Qu'est-ce que l'économie de la fonctionnalité ? À quel point doit-on devenir circulaires ? Quels rôles la Suisse peut-elle tenir dans cette économie et où devrions-nous investir ?

1. Estimés par le gérant de risques et assureur Aon.

2. WWF: [https://wwf.panda.org/discover/our\\_focus/oceans\\_practice/reviving\\_the\\_ocean\\_economy/](https://wwf.panda.org/discover/our_focus/oceans_practice/reviving_the_ocean_economy/)

3. Novethic du 8.12.2020 et rapport SwissRe Group du 20.09.2020.

4. <https://www.imd.org/centers/world-competitiveness-center/>

**S**elon *economiesuisse*, l'objectif de l'économie circulaire est de réduire au maximum l'utilisation de matériaux et d'énergie pour fabriquer des biens et des services. La conception d'un produit circulaire implique de prévoir que les différents composants puissent rester dans le cycle, entre autres par une conception modulaire permettant de les démonter facilement, ou par l'absence de substances chimiques problématiques au recyclage. Il s'agit d'optimiser la durée de vie des produits et d'éviter autant que possible les déchets, lesquels sont – par voie de collecte, de séparation, de traitement et de valorisation matière ou thermique – transformés en matières premières secondaires réutilisées ou recyclées. L'économie circulaire est un modèle prometteur, mais représente un défi et implique d'innover. Aussi, avant de la qualifier, commençons par quantifier nos besoins de circularité : doit-on migrer d'une économie 100 % linéaire à une économie 100 % circulaire ?

---

**L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EST UN MODÈLE PROMETTEUR, MAIS REPRÉSENTE UN DÉFI ET IMPLIQUE D'INNOVER.**

---

### QUELQUES CHIFFRES SUISSES :

**13 %** : le taux de circularité matérielle ;  
**109** millions de tonnes : la consommation totale de matière par an, parmi lesquelles :  
**94** millions de tonnes provenant de l'extraction indigène ou importée ;  
**15** millions de tonnes provenant de la récupération ;  
En 2018, alors que l'ensemble des déchets traités représentait environ **2,7 tonnes** par personne, le besoin de matière de l'économie (importations et extractions intérieures) était de 13,1 tonnes par personne.

**S**elon le « Circularity Gap Report » (CGR) de 2021, l'économie mondiale peut être considérée comme circulaire à raison de 8,6 %, et il suffirait que ce chiffre soit doublé afin que l'élévation de la température reste en dessous de 2 degrés d'ici à 2032, ce qui serait réalisable en combinant les agendas de l'économie circulaire et celui des engagements en faveur du climat. Ainsi, le CGR établit que les engagements climatiques feraient 15 % du chemin à parcourir, quand la mise en œuvre d'une feuille de route complète de stratégies circulaires permettrait de réaliser les 85 % restant : investir dans la circularité s'avérerait dès lors ultra rentable.

**Q**u'en est-il de l'économie suisse ? En matière de durabilité, les chiffres sont encore rares, dotés de marges d'erreur élevées, et pas toujours comparables faute de consensus sur les critères, sur les modalités de recueil ou d'interprétation des données. En somme, tout pour déplaire aux économistes. Mais l'Office fédéral de la statistique ne s'est pas découragé et a publié une étude donnant un aperçu de l'économie circulaire helvétique. En ressort la notion de circularité matérielle, soit un ratio entre les quantités de matière récupérées et le total de matières consommées, lequel établit le taux de circularité matérielle suisse à 13 % en 2018. Ceci signifie que 13 % de ce que nous consommons en Suisse a été fabriqué à partir de matières recyclées et que 87 % de ce que nous voyons et touchons dans nos quotidiens est directement issu d'extractions. Dès lors, d'une économie mondiale qui devrait être à quelque 20 % circulaire et d'une Suisse qui le serait déjà à 13 %, découle une feuille de route qui doit pouvoir être acceptable pour l'ensemble de l'économie romande.





### CE QU'IL EST POSSIBLE DE RÉCUPÉRER, PAR ANNÉE, EN SORTIE DES USINES DE VALORISATION THERMIQUE DES DÉCHETS TELLES QUE L'USINE SATOM À MONTHEY :

**2070 tonnes de ferraille**, soit 17 locomotives de type Re 6/6 ;

**633 tonnes d'aluminium**, soit l'équivalent de 4 Airbus A340 ;

**145 tonnes de cuivre**, soit 35 000 casseroles profession-

nelles (24 cm de diamètre, 5,2 l de contenance) ;

**405 kg d'argent**, soit 4,8 pierres d'Unspunnen ;

**11,7 kg d'or**, soit 1170 paires d'alliances.

**O**pérer une transition consiste à faire migrer en premier lieu les industries pour lesquelles le ratio investissement/résultat est le plus efficient (faire migrer immédiatement le court terme). À l'intérieur d'un modèle d'affaires ou d'une entreprise, il s'agit d'investir en priorité sur ce qui a de l'impact – à savoir, tenir compte du poids carbone de telle ou telle activité – et peut être érigé rapidement selon les préceptes nouveaux. Il devient dès lors logique que les deux prochaines étapes consistent à étudier la nature des préceptes du circulaire, puis

d'y juxtaposer : tout d'abord ce que nous faisons déjà de circulaire, ensuite ce que nous pourrions réaliser rapidement, enfin ce qu'il serait trop complexe, trop coûteux ou simplement inacceptable à convertir. Cet article ne s'aventurera pas dans ce qui serait très ou trop complexe à modifier pour nos industries et comportements individuels. Nous sommes à l'heure de la co-construction et des implications de chacun, et il serait présomptueux d'estimer avoir l'intelligence et les connaissances des experts de chaque domaine, à qui il appartient de poser ces équations.

**L'**économie circulaire s'adresse à tous les pans de l'économie, selon des modèles d'affaires qui varient en fonction du secteur, du rôle dans une chaîne de valeurs et des modalités de déploiement des activités.

La Plateforme économie circulaire de Swiss Recycling la découpe selon 10 métiers en « Re<sup>1</sup> » et une étude réalisée par

CleantechAlps<sup>2</sup> reprend une classification consensuelle qui la subdivise en quatre types de démarches : 1) Écoconception (ou Ecodesign) ; 2) Mutualisation (économie du partage ou dématérialisation) ; 3) Réutilisation, réparation, reconditionnement et maintenance ; 4) comme ultima ratio seulement, le recyclage et la valorisation de matière.

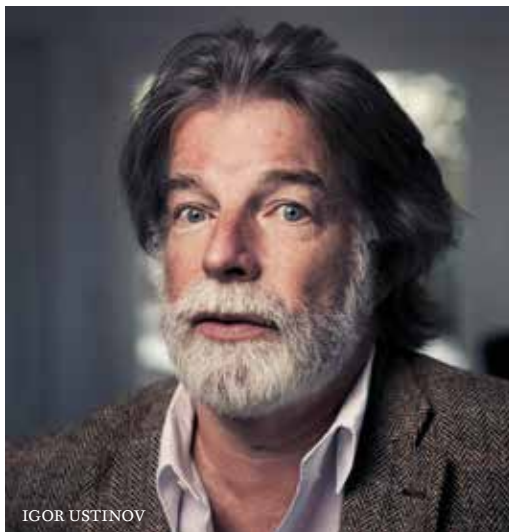
---

### L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE S'ADRESSE À TOUS LES PANS DE L'ÉCONOMIE

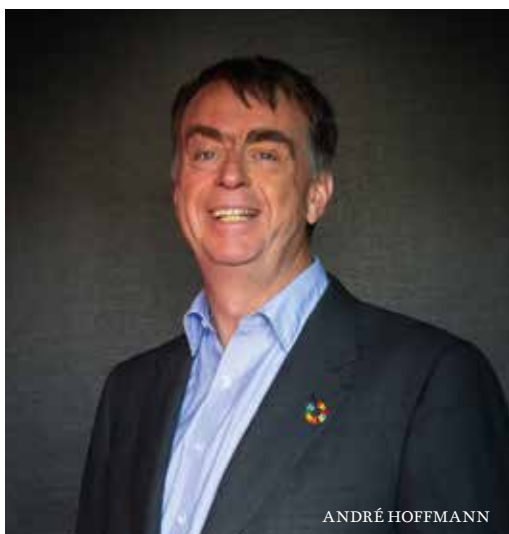
---

1. <https://www.economie-circulaire.swiss/10re/>

2. L'économie circulaire : une opportunité économique et environnementale pour la Suisse ? Disponible sur [www.cleantech-alps.com](http://www.cleantech-alps.com).



IGOR USTINOV



ANDRÉ HOFFMANN

#### ÉCOCONCEPTION

**E**n amont des chaînes de valeurs, l'écoconception est la stratégie mise en place au moment de la planification ou de la conception du produit qui vise à : ménager les ressources ; confectionner des systèmes modulaires, démontables et réadaptables ; allonger la durée d'usage en facilitant les moyens ultérieurs de réparation ; faciliter la séparation des matériaux en fin de vie pour simplifier le recyclage.

#### UHCS ET LA CONSTRUCTION MODULAIRE

Fondée par les emblématiques André Hoffmann et Igor Ustinov, la société UHCS propose des systèmes de construction modulaires en composite, à base de plastiques recyclés et recyclables, pour des structures complètes telles que des bâtiments, des écoles ou des maisons individuelles. Les avantages de la proposition résident dans ses alternatives au béton, au bois et aux métaux, dans son coût environnemental moindre et dans son adaptabilité aux cultures et traditions architecturales de chaque pays.

### PARTAGE, LEASING OU DÉMATÉRIALISATION

Il s'agit probablement du trait d'intelligence de la proposition, qui lui vaut d'être qualifiée d'économie de la fonctionnalité. L'idée est simple : si la nature humaine enjoint les producteurs à concevoir des artifices pour détruire des freins à la consommation (crédit, *leasing*, obsolescence programmée), créons un système qui enclenchera des réactions vertueuses. La solution fut de réallouer la notion juridique de propriété ; soit, dans une société fondée sur le capital : miser sur l'élément névralgique du

système. Car si la propriété de l'objet n'est pas cédée avec sa fonction (*fonctionnalité*) mais demeure dans les mains du producteur, son comportement se modifie fondamentalement : il n'a plus intérêt à en faire un objet qui se détériore pour être racheté, mais qui se maintient pour se louer longtemps. Si cette opération est le trait d'intelligence de la nouvelle proposition économique, son trait de génie est indirect et consiste à permettre au consommateur de s'identifier moins à la possession, ce qui entraînerait une mutation en profondeur d'une culture fondant son identité sur des extranéités, « les choses que l'on possède finissant par nous posséder ». S'il est question de réduire nos consommations, autant nous distancer d'une culture dans laquelle posséder, c'est exprimer ou valoir quelque chose. Cette approche génère des modèles d'affaires qui augmentent la valeur ajoutée produite par unité de ressource consommée.

---

S'IL EST QUESTION DE RÉDUIRE NOS  
CONSOMMATIONS, AUTANT NOUS  
DISTANCER D'UNE CULTURE DANS  
LAQUELLE POSSÉDER, C'EST EXPRIMER OU  
VALOIR QUELQUE CHOSE.

---



### 3 EXEMPLES DE MISES EN ŒUVRE EN SUISSE/ EUROPE

**Mobility** avec plus de 3000 véhicules mis à disposition en Suisse ;  
La bibliothèque d'outils **La Manivelle** qui loue quelque 2500 objets ;  
**Michelin** qui vend dorénavant des kilomètres parcourus et non plus des pneumatiques.

### RÉUTILISATION, RECONDITIONNEMENT, RÉPARATION ET MAINTENANCE :

Voici un ensemble de stratégies dont l'efficacité dépend directement de la façon dont les produits ont été conçus (écoconception) et qui ont pour finalités l'augmentation de la durée de vie d'un produit et l'optimisation des matières premières. Le secteur « *food* » est concerné puisque près de 30 % des émissions de GES mondiales sont imputées au gaspillage alimentaire, soit à une mauvaise gestion « réutilisable ».



### 6 EXEMPLES DE MISE EN ŒUVRE EN SUISSE/EUROPE

Aux problématiques du *food waste* répondent des sociétés comme **Too Good To Go** ou **Nous les épiceries anti-gaspi**, stimulées en France par des lois comme la loi anti-gaspi pour une économie circulaire.

**Liebherr**, qui reconditionne des composants de machines ;

**Péclot13** (Genève), active dans la réparation de vélos ;

**Realise** qui fait coup double (social et environnemental) en formant ultra rapidement des personnes sans emploi dans des métiers comme la réparation des téléphones portables ;

**Fairphone**, qui vient de lancer son 4e téléphone modulaire et autoréparable ;

**SOS Accessoires** qui vend des pièces détachées (électroménager) et offre des cours de réparation en ligne.

### 6 EXEMPLES DE MISE EN ŒUVRE EN SUISSE/EUROPE

**Nestlé**, qui vise l'utilisation exclusive d'emballages recyclables ou réutilisables d'ici 2025 ;

**WaVa** (Valais), une place de marché ouverte achat/vente de sous-produits de l'industrie chimique & pharmaceutique, qui gère également la documentation légale et le transport des matières ;

**Neustark** (Berne), qui transforme du CO<sub>2</sub> et du béton usagé en béton neutre en carbone et circulaire ;

**TRS** (Vaud), qui réduit les pneus en poudre de caoutchouc, réutilisable pour de nombreux usages industriels (pneus neufs, pièces automobiles, isolation de toit, câbles industriels, joints d'étanchéité, semelles de chaussures ou encore asphalte) ;

Des PME comme **BOWA Recycling** ou **Eberhard** qui recyclent les déchets de déconstruction pour fabriquer du béton à destination de nouvelles constructions.

### RECYCLAGE ET VALORISATION DE LA MATIÈRE :

Ces modèles d'affaires consistent à réinsérer dans les chaînes de valeur les matières premières « secondaires » issues du tri. Si trier et recycler sont des pratiques courantes en Suisse, utiliser les matériaux recyclés dans les biens de consommation reste marginalisé et le secteur dispose d'un potentiel de développement élevé.







# LES PERSPECTIVES DU MODÈLE D'AFFAIRES FAIRPHONE

ÉCLAIRAGE PAR

*Josep Segarra,*  
*Impact Investment Manager, Quadia\**

« Fairphone a réussi à consolider son positionnement comme marque de référence en Europe, proposant des smartphones modulaires et réparables. Ceci tout en mettant un fort accent sur l'éthique tout au long de sa chaîne de valeur, en termes d'approvisionnement en matières premières comme de conditions de travail. L'impact positif généré par l'entreprise sur l'environnement et la Planète, en regard d'un modèle d'affaires linéaire standard, croît d'autant que son chiffre d'affaires augmente. Depuis 2018, ce chiffre a plus que doublé, atteignant 36 millions d'euros en 2020. La marque est rentable et 2021 ne fait pas exception à cela.

En plus de ces considérations d'ordre financier, Fairphone devient un symbole. Un capital extra-financier soutient sa valorisation. Conformément à ses promesses et éléments de communication, Fairphone est « en train de changer l'industrie de l'intérieur » et incarne un nouveau type d'entreprises capables de générer des impacts environnementaux et sociaux positifs, tout en étant rentable. La marque utilise cette différenciation pour réussir son

développement au sein d'un marché à la fois très concurrentiel et très innovant. En adéquation avec son positionnement éthique, elle mise sur une communication directe et sincère qui dévoile notamment les raisons de ses choix, ses défis, voire ses erreurs ou déficiences. Fairphone fait également profiter l'ensemble de ses parties prenantes – investisseurs compris – de son expansion, en répartissant ses profits conformément à ses valeurs, ce qui alimente d'autant son capital sympathie et se répercute sur ses ventes.

Grâce à sa nature modulaire, Fairphone permet à ses clients de réparer directement leur téléphone, de le mettre à jour et de le maintenir à la pointe des évolutions technologiques. Ces modularités permettent d'étendre la durée de vie des appareils, tout en évitant des composantes qui sont tantôt des sources de conflits armés ou de grave pollution dans des pays à risque, ou font l'objet d'une mainmise de quelques pays. La vente de modules et de pièces détachées devient un aspect important du modèle d'affaires et réclame dès lors une excellente gestion logistique. Fairphone a par ailleurs mis en place un programme de récupération et de valorisation de ses anciens appareils, autant d'aspects qui entraînent des complexités additionnelles. Mais ces points sont une nécessité pour assurer une différenciation très appréciée des consommateurs, qui positionne

Fairphone comme catalyseur du changement sur le marché des téléphones portables, ce qui n'est pas rien. S'agissant de développements commerciaux, Fairphone a beaucoup de potentiel, dont deux aspects intéressants : celui des souscriptions, capable de capturer des ventes récurrentes via des canaux existants, ainsi qu'un développement sur des segments business (B2B) avec des entreprises partageant les valeurs de la marque ».

**L'IMPACT POSITIF  
GÉNÉRÉ PAR  
L'ENTREPRISE CROÎT  
D'AUTANT QUE SON  
CHIFFRE D'AFFAIRES  
AUGMENTE. DEPUIS  
2018, CE CHIFFRE  
A PLUS QUE DOUBLÉ,  
ATTEIGNANT  
36 MILLIONS D'EUROS  
EN 2020**

\* Quadia a investi dans Fairphone en 2018, lors d'un tour de financement (augmentation de capital) de 7 millions d'euros. Depuis, la société a lancé avec succès le modèle Fairphone 3 en 2019, puis le 4, en 2021.

**P**our Michael Urban (Deputy Head of Sustainability Research, Lombard Odier), bien que la Suisse recycle comparativement plus de déchets que ses voisins européens, sa consommation de ressources par habitant et sa production de déchets sont bien supérieures à la moyenne mondiale. Même constat pour Laura Schwery, Responsable de la filière économie circulaire chez CleantechAlps, « L'accent mis depuis des décennies sur le recyclage et la gestion des déchets a permis à la Suisse de devenir l'un des meilleurs élèves au monde en la matière. Mais l'économie circulaire ne repose pas que sur le recyclage... Ce n'est que la pointe de l'iceberg et trop peu de solutions circulaires sont intégrées dans les domaines du luxe, de l'horlogerie, de la construction, de la finance et du tourisme. »

---

**LE PLAN D'ACTION POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE A IDENTIFIÉ QUE JUSQU'À 80 % DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE NOS PRODUITS SONT DÉTERMINÉS LORS DE LEUR PHASE DE CONCEPTION.**

---

**P**ourtant, comme le souligne Michael Urban, la Suisse possède une expertise dans plusieurs industries qui peuvent être repensées dans une optique circulaire, comme la chimie et la pharmacie, l'horlogerie et la bijouterie, soit les principaux secteurs de notre exportation. Le plan d'action pour l'économie circulaire adopté par la Commission européenne a identifié que jusqu'à 80 % des impacts environnementaux de nos produits sont déterminés lors de leur la phase de conception. Ce sont des stratégies en amont à développer, à l'image d'une Novartis qui investit dans la

confection de pièces en plastique recyclables pour inhalateurs, en collaboration avec le TerraCycle de Tom Szaki. En termes d'écoconception helvétique, c'est ce qui est manufacturé et produit en Suisse qui doit être adapté, sachant que les secteurs horlogerie et bijouterie représentent environ 2400 tonnes d'or – soit 60 à 70 % du total extrait dans le monde (le domaine est encore très opaque) – qui transitent chaque année par la Suisse, laquelle abrite plus de la moitié des marques mondiales de montres de luxe. La demande en métaux rares et matières premières du secteur est conséquente, tout comme son impact environnemental à travers le processus d'extraction. Une implémentation générale de l'écoconception et du recyclage de ces matières serait un pas significatif pour réduire l'empreinte carbone mondiale. Or les tendances modernes de la mode et de la technologie ont fait que les montres et les bijoux sont devenus moins durables et ont une durée de vie plus courte. Pour Michael Urban, le politique devrait favoriser le développement de marchés de l'occasion, une industrie en plein essor valorisée à près d'un milliard de dollars !

**E**n regard du secteur de la construction helvétique, chaque mesure peut passer pour marginale puisque pas moins de 70 % de nos déchets en proviennent. Les constructions devront à l'avenir être conçues de manière à pouvoir être déconstruites et réutilisées – ce qui se fait déjà – plutôt que démolies, créant d'innombrables déchets. Pour Impact Hub, la circularité donne une identité aux objets qui doit être maintenue autant que possible, car conserver l'identité d'une brique prolonge son utilisation : une fois démolie, elle ne peut plus être utilisée selon sa fonction, cela passe pour candide mais tout notre système (dys)fonctionne de la sorte. Alors que des solutions circulaires dans la construction existent déjà, « il s'agit de savoir où la Suisse peut contribuer à l'essor d'une économie circulaire mondiale », commente Félix Stähli, co-fondateur des Impacts Hubs de Genève et Lausanne.



# L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : INCUBATEUR DE RÉSILIENCE ET D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

3 QUESTIONS À

*Éric Plan,*

*Secrétaire général de*

*CleantechAlps*

---

### Quels pans de notre économie peuvent facilement « circulariser » ?

L'agroalimentaire par exemple, dont le virage circulaire est amorcé mais reste timide. Il pourrait s'appuyer sur l'expertise suisse dans l'agriculture régénérative, l'agroforesterie et les emballages recyclables/réutilisables. Il serait également possible d'aller plus loin dans la valorisation durable des sous-produits des filières agroalimentaires à l'image de Bloom Biorenewable, de Schweizer Zucker ou encore de Ricoter.

Un autre axe de développement réside dans le comportement des citoyens et leur capacité à accepter des produits agricoles moins parfaits, évitant ainsi de mettre au rebut une partie non négligeable des récoltes.

Dans la construction, on peut déjà compter sur des innovations prometteuses : par exemple, le développement du stockage du CO<sub>2</sub> dans du béton recyclé, comme le propose la start-up bernoise Neustark. Le cadre légal joue ici un rôle primordial, en particulier pour imposer un pourcentage minimal de matériaux recyclés dans la fabrication de béton. Zürich fait office de leader en la matière, avec un taux de 20 % exigés. Espérons que cela fera rapidement tache d'huile pour que des sociétés comme Eberhard ou BOWA Recycling puissent exploiter tout leur potentiel.

Il est également réjouissant de constater que l'industrie suisse des machines prend elle aussi le chemin de l'économie circulaire avec des poids lourds comme Bobst, Liebherr et Stadler Rail. Par conséquent, ses modèles d'affaires évoluent et se dirigent vers une intégration de plus en plus forte de stratégies circulaires. Les modèles d'affaires basés sur la location, la réparation ou la réaffectation se font encore rares, surtout en comparaison internationale.

### Quels sont les atouts de l'économie circulaire ?

L'économie circulaire apporte non seulement des réponses aux enjeux socié-

taux, mais génère aussi des relations fortes et durables avec les consommateurs. Elle stimule l'innovation technologique et commerciale au travers de nouveaux modèles d'affaires, entre autres basés sur les technologies digitales. Elle contribue à améliorer la motivation des employés et à créer de nouveaux emplois en relocalisant la valeur ajoutée. Il en résulte des chaînes de valeur plus locales et plus résilientes aux aléas de la société.

## L'INDUSTRIE SUISSE DES MACHINES PREND ELLE AUSSI LE CHEMIN DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE AVEC DES POIDS LOURDS COMME BOBST, LIEBHERR ET STADLER RAIL.

### Quelles sont les limites de l'économie circulaire ?

Les matières recyclées restent encore chères en comparaison des matières primaires traditionnelles. Souvent, les stratégies circulaires sont externalisées ou sous-traitées, freinant de facto l'adhésion des acteurs au sein de la société. Une limite majeure au système est liée à nos comportements. Nous constatons en effet que les consommateurs sont encore et toujours attachés aux prix bas... et il faut relever que les montants des investissements nécessaires sont souvent encore importants dans la phase de transition. Le manque de cadre réglementaire, ou de volonté politique, est aussi à rappeler parmi ces limites.

**D**onner un cadre favorable aux modèles d'affaires circulaires est une des missions que s'est confiée Impact Hub, qui lance depuis quelques années divers programmes, dont un incubateur d'économie circulaire (IEC). Pour Jaira Guevara, responsable de l'IEC en Romandie, il s'agit de permettre aux start-up d'accroître des solutions accélérant la transition vers l'économie circulaire en Suisse, en développant leur « produit minimum viable », leur modèle d'affaires,

et en les éclairant par des conseils d'experts et investisseurs. Mode et autres biens de consommation de seconde main, emballages, agriculture et industries circulaires : tout y est, car la circularité a pénétré la plupart des marchés suisses, à savoir l'alimentation (compost, permaculture, gestion du gaspillage alimentaire), le recyclage, la réparation, la mobilité (mobilité.ch, transports publics, covoiturage, plateformes de partage et d'échange) ou encore les énergies, avec des solutions d'approvisionnement régional.-



## LEVER LES FREINS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

---

ÉCLAIRAGE PAR

*Jaira Guevara,*  
*Impact Hub*

---

### LE FREIN PRINCIPAL TOUCHE AU FINANCEMENT DE LA TRANSITION

Toutes nos grandes industries et tout modèle d'affaire linéaire - y compris les industries pétrolières (qui représentent une part gigantesque de l'économie mondiale), mais aussi automobiles, aéronautiques et de production de plastique ou de caoutchouc - peuvent devenir circulaires. Les résistances se

font également sentir au niveau des entreprises qui vendent des véhicules. Il leur faudra environ 15 ans pour adapter leurs services comme Michelin l'a fait en vendant dorénavant des kilomètres parcourus plutôt que le pneu en lui-même, et l'État devrait intervenir dans le financement de ces projets, car c'est là que se trouve le carbone !

Le frein principal touche au financement de la transition. Elle doit être subventionnée. Pour obtenir un crédit afin de lancer une entreprise, il est aujourd'hui impératif de pouvoir justifier d'une marge de profit, c'est le paramètre premier. Il n'est pas possible de financer la transition nécessaire avec ce vieux mode de fonctionnement, en partie responsable de nos diverses dé-

rives.

Le transfert de connaissances est un autre frein, car nous avons les connaissances pour changer, mais elles ne sont pas accessibles.

Au niveau éducatif également, ce que nous apprenons à l'université est limité et obsolète. D'ailleurs, l'obsolescence programmée est une abomination pour la Planète et le consommateur. Et dans la mesure où nous pensons que l'économie doit être décloisonnée, une partie de notre travail au Hub de Genève consiste à mélanger les entrepreneurs des divers domaines d'activité, afin notamment que les déchets des uns puissent devenir les matières premières des autres, un des principes de l'économie circulaire.



---

### LA CIRCULARITÉ A PÉNÉTRÉ LA PLUPART DES MARCHÉS SUISSES

---



#### LA CHARGE DU CHANGEMENT

**P**our Michael Urban (Lombard Odier), la réalisation de la circularité en Suisse passe par les consommateurs, soutenus par une politique gouvernementale et des partenariats public-privé réduisant l'utilisation des ressources. Ici se tapit le véritable point d'achoppement de l'économie et de la gouvernance mondiale en matière de crise climatique : la charge de la responsabilité. Quelles parties prenantes vont supporter le poids de la transition écologique ?

**É**rigée en loi, cette charge frappera plutôt les entreprises et les États. Elle frappera les États car, pour qu'une loi soit efficace, son application doit pouvoir être contrôlée et son non-respect sanctionné. Et ceci réclame des investissements de la part des gouvernements. Elle frappera les entreprises d'une part

parce qu'elles sont un agent plus pratique à contrôler et à engager que ne le sont les consommateurs, mais aussi parce qu'elles sont à l'origine de l'obsolescence programmée, des communications qui poussent à la surconsommation et des chaînes de valeurs mondialisées. Or, frapper les entreprises est un *ultima ratio* que peu d'États sont disposés à appliquer, qui plus est, en premier, d'autant que la concurrence inter-étatique s'intensifie avec la diminution des recettes en période de crise. Dès lors, désigné volontaire par défaut, le consommateur est garant de l'application des politiques climatiques. Une situation arrangeante, opportunément affublée d'un discours commercial sur la liberté de « voter avec son dollar », mais qui comporte trop d'inconvénients. Au nombre de ces inconvénients : un manque d'information du consommateur, stimulé par des stratégies de communication, qui font que pas un jour ne passe sans que l'on n'entende le terme « *Greenwashing* ».



# « LA SUISSE DOIT RATTRAPER SON RETARD EN MATIÈRE D'ACTION ET DE POLITIQUE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE »

ÉCLAIRAGE PAR

*Michael Urban,*

*PhD, Deputy Head of Sustainability Research,*

*Lombard Odier Asset Management, Londres*

**L'ÉCONOMIE FUTURE VISERA LE ZÉRO DÉCHET, SERA BASÉE SUR LES SERVICES, PLUTÔT QUE SUR LES PRODUITS DE BASE, PRIVILÉGIERA L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES ET VISERA À RÉGÉNÉRER LE CAPITAL NATUREL PLUTÔT QU'À LE DÉTRUIRE.**

« En 2018, alors que la Suisse peut être considérée comme un leader du recyclage des déchets solides municipaux (52 %), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) estimait que seulement 13 % des matières consommées en Suisse provenaient de déchets. De plus, l'OFEV souligne que même si tous les déchets pouvaient être valorisés, ils ne couvriraient qu'un cinquième des besoins matériels actuels. Selon une

étude de Swiss Sustainable Finance (SSF), le volume total des investissements durables en Suisse s'élevait à 1520,2 milliards de francs suisses en 2020. Une telle expertise peut apporter du capital à des projets innovants d'économie circulaire ou conduire à un désinvestissement ou à un engagement avec des entreprises présentant des « risques linéaires » (extraction, production et gaspillage) substantiels et qui ne sont pas préparées à la transition circulaire.

Indéniablement, la Suisse fait des pas dans la bonne direction, mais elle est loin derrière l'UE en termes d'objectifs ambitieux et de législation d'accompagnement. La Suisse doit rattraper son retard en matière d'action et de politique d'économie circulaire.

Le concept d'économie circulaire est de plus en plus souvent abordé par nos clients. Cette économie est un pilier clé du cadre CLIC (*Circular, Lean, Inclusive and Clean*) de Lombard Odier, qui guide à la fois notre recherche en investissement et la mise en œuvre de la durabilité dans les portefeuilles. Nous pensons que les principes de l'économie circulaire jouent un rôle clé dans l'élaboration des futurs modèles

commerciaux et opportunités d'investissement. L'économie future visera le zéro déchet, sera basée sur les services, plutôt que sur les produits de base, privilégiera l'efficacité des ressources et visera à régénérer le capital naturel plutôt qu'à le détruire.

Nous avons par exemple lancé un fonds Natural Capital qui cherche à investir dans des entreprises exploitant le pouvoir régénérateur de la nature et créant une économie circulaire. Ces entreprises protègent et restaurent le vivant précisément parce qu'elles reconnaissent la nature comme l'actif le plus productif de notre économie.

Nous étudions les opportunités liées à l'agriculture régénérative, qui fournit au secteur alimentaire les outils nécessaires pour restaurer la bioéconomie. Les régimes alimentaires plus sains, la réduction du gaspillage alimentaire, l'agriculture intelligente et les solutions basées sur la nature dans l'agriculture nécessitent jusqu'à 350 milliards de dollars d'investissements annuels et, selon la Food and Land Use Coalition, pourraient débloquer 4500 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel d'opportunités d'ici 2030, c'est gigantesque ! »

### LÉGIFÉRER POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION ?

**C**omme nous le confie Blaise Matthey, Directeur de la Fédération des entreprises romandes (FER), la loi est le résultat d'une situation. Elle ne donne pas de directions à suivre en amont, mais réagit en aval, ce que corrobore la sociologie du droit. « L'illusion de penser que la loi donne la voie est fréquente, or elle n'est que le résultat de ce que nous sommes » poursuit Blaise Matthey, préconisant qu'il ne faut pas l'attendre pour agir. Certes, mais ne se cachera-t-il pas là une certaine crainte, de la part du porte-drapeau des entreprises romandes, d'assumer seul la charge de l'engagement climatique ?

**L**es bonnes pratiques de nos entreprises et l'engagement libre de chacun peuvent-ils répondre efficacement et dans les temps à une crise de cette ampleur ?

Assurément, non. Les lois que l'Europe et la France ont fait passer sur des niveaux différents sont un extraordinaire accélérateur de transition écologique, au point où nos voisins ont à ce jour de l'avance dans pratiquement tous les secteurs. Ces lois protègent des jeunes pousses aux modèles d'affaires disruptifs que l'ancienne économie veut abattre. Précoces et fragiles, conférant du bien-être social plus que des retours sur investissements – soit précisément ce dont nous avons besoin – beaucoup ne peuvent survivre sans un cadre légal qui corrige les effets nuisibles d'une

économie (en chute) libre. Gérer, réduire ou simplement connaître ses impacts a un coût. Consommer ou mandater des partenaires locaux également. Si le cadre légal n'intervient pas pour stimuler et empêcher, les entités qui font ces efforts ne seront pas compétitives. Leur déploiement relève de l'intérêt collectif et public, tels doivent être les mécanismes qui les soutiennent.

Or, alors que la COP26 se referme sur un nouveau lot d'insatisfactions, il semble bel et bien que ce qui nous fasse avancer soit l'économie privée, les entreprises, la volonté et formidable force créatrice des individus.

**A**vancer vers quoi ? Vers une économie régénératrice (ou régénérative), répond Aymeric Jung, Associé gérant du gestionnaire à impact Quadia, lequel a notamment investi dans Loop (intro de dossier) et Fairphone. Si l'économie circulaire est le moyen, l'économie régénératrice est la vision. Une vision d'une économie locale et circulaire, qui régénère ses sols, se fonde sur les limites d'une seule Planète et rend plus ou autant qu'elle ne prend. Ainsi, si les investissements à impact se fondent sur une telle matrice, quelle portion de ces flux financiers prend la direction de la Suisse ? Car il semble que la plupart des investissements à impact quittent la Suisse mais restent dans des pays de l'OCDE, est-ce à dire que les opportunités d'investir dans le circulaire suisse sont moindres ? Ce n'est sans doute plus le cas aujourd'hui, mais il semble cependant que notre culture nous ait poussés à regarder les initiatives entrepreneuriales circulaires comme de curieuses bêtes de foire. Peut-être confondons-nous « économie circulaire » et « communisme », pour les origines plus sociales du mouvement. Ou serait-ce l'occasion de citer Keynes - autre paradoxe - pour qui « la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes » ?

---

**SI L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EST LE MOYEN, L'ÉCONOMIE RÉGÉNÉRATRICE EST LA VISION.**

---



## ÉNERGIE: VALORISER L'ENSEMBLE DES RESSOURCES RENOUVELABLES

ÉCLAIRAGE PAR

*Muhammed Cetin,*

*Responsable de bureau d'études, PrimeEnergy Technics SA*

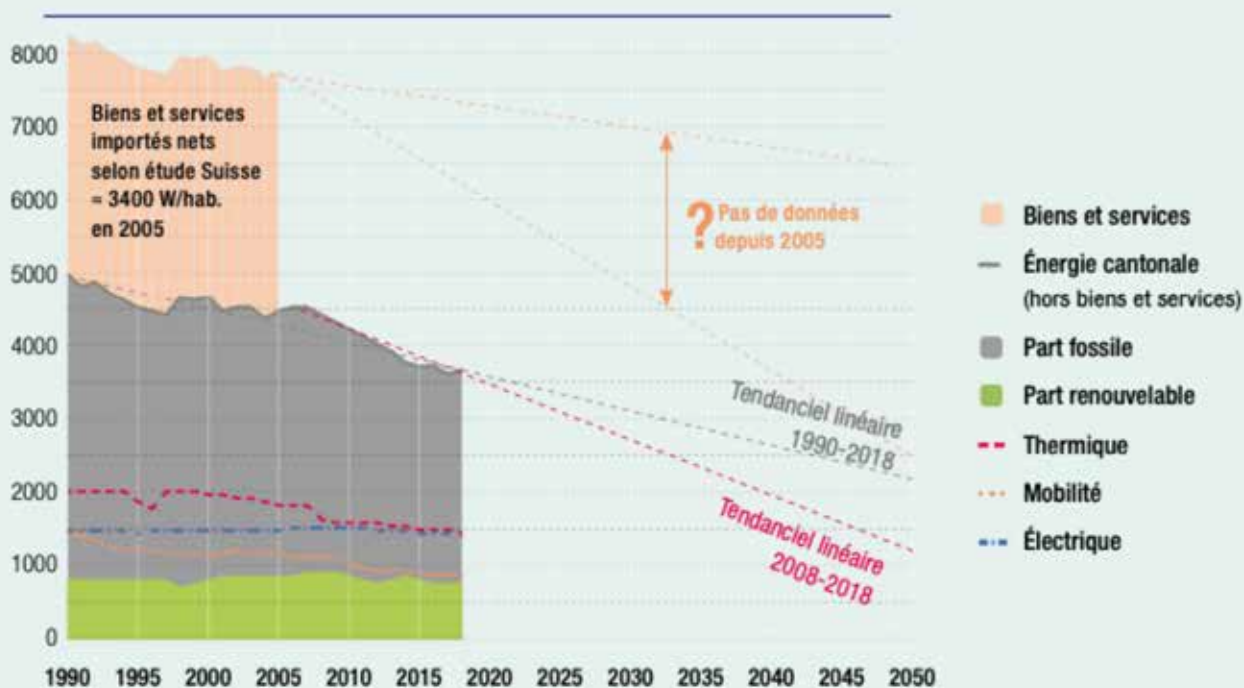
« L'objectif est d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Pour cela, la région souhaite dès à présent mettre en place un nouveau projet politique et stratégique – le Plan directeur de l'énergie (PDE) 2020-2030 – dans lequel les investissements seront en faveur des projets durables (solaires, hydrauliques et éoliens). Le PDE se décline ainsi :

- Nouvelle approche en matière d'énergie ;

- Réduction des consommations d'énergie ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- Priorité donnée aux ressources renouvelables existantes à Genève.

En termes d'énergie notamment, l'approvisionnement du territoire va devenir complexe. Afin de valoriser l'ensemble des ressources renouve-

### CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE (en W/habitant)



Source : Plan directeur de l'énergie 2020-2030 – République et Canton de Genève



lables, le Canton de Genève a besoin de déployer spécifiquement un plan permettant la gestion de cette énergie (solutions de stockage et développement des infrastructures réseaux). La Suisse envisage la relocalisation de 10 à 15 milliards de francs par année d'importations énergétiques. L'objectif pour Genève consiste à se positionner en tête des cantons engagés dans la

révolution climatique. Le défi majeur défini par le PDE est d'atteindre « une société 2000 W ». Il vise de manière générale à diviser par 3,5 la consommation énergétique par habitant et, plus particulièrement, à réduire la part des énergies fossiles au profit des ressources renouvelables locales (x 3). En effet, la Suisse romande souhaite désormais réorienter une grande partie

de ses ressources financières allouées jusqu'à maintenant aux marchés étrangers, le but étant de relocaliser au maximum les dépenses énergétiques externes au profit de la région (développement économique + emploi local). Afin de tenir cet objectif, Genève doit atteindre environ 50 % d'énergie renouvelable dans son mix énergétique à l'horizon 2030 et 75 % pour 2050 ».

### L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, UNE SOLUTION POUR ÉVITER LES CRISES ÉNERGÉTIQUES ?

« **U**ne pénurie d'électricité représente, outre la pandémie, le plus grand risque pour l'approvisionnement de la Suisse », déclare Guy Parmelin<sup>1</sup>. Intimer aux entreprises et ménages de se préparer à des restrictions qui peuvent durer des mois est somme toute un aveu inquiétant, et pour cause : nous électrisons tout alors que nous sortons du gaz, du pétrole, du nucléaire, refusons les éoliennes, et ne disposons pas de technique de stockage efficace d'électricité.

1. Vidéo diffusée sur l'Ostral (Organisation pour l'approvisionnement en électricité en cas de crise).

**P**our Muhammed Cetin, Responsable du Bureau d'études de PrimeEnergy Technics SA, le défi est de taille puisqu'il s'agit d'orienter l'action municipale vers un objectif ultra ambitieux de 100 % renouvelable en 2050. Ne pas travailler en ce sens conduira notre société vers de graves déséquilibres dès la prochaine génération. Cet objectif doit être un projet politique et stratégique, et s'accompagner des moyens nécessaires dans les phases d'investissement et de mobilisation des acteurs de la construction et de l'aménagement, architectes, ingénieurs, urbanistes et spécialistes en patrimoine en tête. Il devra être relayé par les milieux touristiques et économiques, sans oublier la société civile, ce qui consiste en une gigantesque opération circulaire. En amont de ces projets, la pose de panneaux solaires auprès de particuliers et entreprises romandes est une mutualisation

de la production d'énergie, chaque entité pouvant y contribuer en mettant à disposition des surfaces adéquates. Produite sur la maison, pour la maison ; sur l'entreprise, pour l'entreprise : puisque nos besoins en électricité domestique sont en concurrence avec ceux de nos entreprises, des transports publics et privés (des voitures aux trottinettes) – germe l'idée de produire de l'énergie directement sur la chose qui en requiert. Et Josep Segarra, Directeur de l'investissement à impact chez Quadia, de nous confirmer que la société Opes Solutions décline ses technologies au gré de projets comme Signify (Philipps) et travaille avec une marque de voiture de luxe allemande pour implanter des capteurs sur les toits de ses véhicules. Innover disiez-vous, *economiesuisse* ?

**A**utonomie alimentaire, indépendance énergétique, diminution de l'empreinte carbone et des impacts climatiques, considérations éthiques, opportunités d'affaires... mais aussi crise du multilatéralisme et de la coopération internationale : il semble que le développement régional soit devenu la nouvelle norme. Lorsque je contemple les toitures lausannoises ou la rade genevoise, je me demande parfois quelles seront les enseignes qui figureront sur les sommets des immeubles dans vingt ans... quels seront les marques, entreprises et individus qui auront construit le paradigme nouveau. L'économie circulaire est avant tout une question de bon sens. Et le repli de la proposition sur un monde plus réduit – régional plutôt global – est une invitation à cultiver son jardin. ■



## POUR UNE ENTREPRISE DURABLE

ENTRETIEN AVEC

*Blaise Matthey,*

*directeur général de la Fédération des entreprises romandes Genève (FER Genève)*

de la Fédération des entreprises romandes – l'ambition d'essayer de dépasser les conflits et de faire des propositions quant à l'évolution de la société. Je suis parfois surpris, voire inquiet, de la description faite des fédérations et associations patronales car nos principes éthiques et nos valeurs s'appliquent à l'environnement comme à la dimension sociale. J'en veux pour preuve nos publications d'ouvrages sur la responsabilité sociale des entreprises à destination des PME. Nous avons aussi été actifs dans l'Agenda 21. L'intensité du sujet a fluctué au cours de certaines périodes, comme lors de la chute du bloc soviétique. On a parfois mis en retrait cette dimension environnementale, quand bien même l'on disposait déjà des rapports du GIEC.

La discussion sur la Loi CO<sub>2</sub> a été ouverte et menée au sein du Conseil de direction de la FER Genève. Ce conseil est composé de 25 personnes membres, représentant différents secteurs économiques. Cette loi était certes imparfaite et incomplète, mais elle contenait des éléments de réponse intéressants sur lesquels nous aurions pu construire une évolution vers la décarbonation. C'est la raison pour laquelle la majorité de notre Conseil de direction a pris position en sa faveur.

*Dès 2024, les grandes entreprises suisses devront présenter chaque année un rapport climatique. Selon Blaise Matthey, directeur général de la Fédération des entreprises romandes Genève, l'exercice est nécessaire en tant que réflexion stratégique et opérationnelle pour l'entreprise.*

**La FER Genève s'est positionnée en faveur de la Loi CO<sub>2</sub>, mécontentant une partie de ses membres. Pourquoi ?**

Des organisations comme la nôtre défendent des valeurs et principes, notamment issus des conflits sociaux des années 1930, ayant paralysés diverses économies, dont la Suisse.

Nous avons dans notre ADN – et c'est une des raisons de la création

**LA FER GENÈVE  
A MIS SUR PIED  
UN PROGRAMME  
DE FORMATION DESTINÉ  
À LA TRANSMISSION  
ET À LA REPRISE  
D'ENTREPRISES, DANS  
LE BUT DE PERMETTRE  
UNE CONTINUITÉ  
DE NOTRE TISSU  
ÉCONOMIQUE,  
NOTAMMENT DES PME.  
LA DURABILITÉ,  
C'EST AUSSI PERMETTRE  
CELA.**

Il est souvent question de la responsabilité sociale et environnementale de l'économie et des entreprises, et l'on oublie parfois que chacun est porteur de cette dimension. On constate une tendance naturelle à reporter le problème sur autrui : l'État, l'économie, etc. Pourtant, nous sommes tous, en tant qu'individus, un élément de la problématique, tant dans sa dimension économique, que sociale ou environnementale. La discussion ne peut pas être abordée sans nuances.

### **Comment voyez-vous le développement de l'économie circulaire ?**

La Suisse est un pays qui ne peut pas envisager de fermer son économie. D'abord parce qu'on gagne un franc sur deux à l'étranger, ensuite parce que nous n'avons pas de matières premières, et finalement parce qu'on couvre à peine 50 % de nos besoins agricoles... En pratiquant une économie uniquement circulaire, la Suisse se condamnerait elle-même. Cela dit, tout ce qui peut être fait pour réduire le gaspillage des ressources doit être entrepris. C'est d'ailleurs un point important de notre économie : il est impensable d'avoir des circuits de production longs, alors que cela pourrait être évité. Mais tous les biens ne permettent pas toujours d'être produits au moyen de circuits courts.

### **Comment préparer au mieux un contexte favorable à cette évolution ?**

En instaurant un débat démocratique sur ces questions. Le débat a certes connu une issue défavorable lors du vote sur la Loi CO<sub>2</sub>, mais il ne faut pas se décourager et remettre l'ouvrage sur le métier. Je ne fais pas partie de ceux qui pensent qu'on pourra imposer

le changement écologique et environnemental. Il faut de l'adhésion au changement, sinon on n'obtiendra pas de changements de fond, durables à long terme.

### **Comment gérer le court terme – les fruits d'une économie linéaire – et le long terme – ses conséquences sur le capital planétaire ?**

Il y a un engagement sincère des entreprises sur le long terme, pour la durabilité de l'entreprise, de l'économie, du cadre sociétal. Le moment du départ à la retraite d'un dirigeant représente à cet égard un véritable défi, pour que les bonnes pratiques mises en place, justement en termes de responsabilité sociale et environnementale, ne se perdent pas. Afin de ne pas perdre un tissu économique de qualité, il faut donc rester attentif à la question de la transmission des entreprises, qui devient cruciale dans le contexte de population vieillissante que nous connaissons. La FER Genève a mis sur pied un programme de formation destiné à la transmission et à la reprise d'entreprises, dans le but de permettre une continuité de notre tissu économique, notamment des PME. La durabilité, c'est aussi permettre cela.

### **Avez-vous l'impression que la notion de responsabilité de l'entreprise dépasse aujourd'hui la seule transaction de leurs produits ?**

Cela dépend des types de produits. On parle beaucoup de ceux qui ne sont pas fabriqués en Suisse, mais si on prend de grands groupes, on constate qu'ils ont largement répondu à des problématiques comme la prise en considération de critères de durabilité

**LA CHARGE  
ENVIRONNEMENTALE  
DES CONSOMMATEURS  
DEVRAIT ÊTRE  
INTÉGRÉE À LEUR  
CONSOMMATION.**

dans la chaîne de leurs sous-traitants ou de leurs fournisseurs. En termes de durabilité, de choix et de recyclage des produits, les mentalités évoluent. Le jour où un label devient déterminant dans le choix des consommateurs, le marché change. C'est la façon dont les gens se comportent vis-à-vis de la dimension environnementale et l'acceptent qui compte, et les entreprises réagissent à cela.

**LES GÉNÉRATIONS  
ACTUELLES SONT PLUS  
ENCLINES À ALLER  
VERS UNE ÉCONOMIE  
FONCTIONNELLE,  
DANS LAQUELLE  
C'EST LA FONCTION  
DE L'OBJET QUI  
INTÉRESSE, PLUTÔT  
QUE SA POSSESSION,  
LAQUELLE PEUT DÈS  
LORS ÊTRE COMMUNE  
OU CÉDÉE.**

**Pensez-vous que la Suisse prend du retard faute d'avoir fait passer des lois ?**

A-t-on besoin d'attendre la loi pour agir ? La loi est le résultat d'un constat social. Il est rare qu'une loi soit pourvue d'anticipation. L'illusion de penser que la loi montre la voie est fréquente, alors que la loi n'est que le résultat de ce que nous voulons en termes d'équilibres sociétaux.

Ceci posé, il faut savoir de quel corpus législatif on parle : de lois, de mécanismes incitatifs, de règlements, d'interdictions, de limitations dans la durée ? On oublie souvent que la Suisse a été pionnière dans la protection de l'environnement, s'occupant de façon précoce de la protection des forêts ou de l'eau. Grâce à cela, elle a atteint un bon niveau par rapport à d'autres pays, dans lesquels on observe un phénomène de rattrapage.

**Comment favoriser le développement d'un marché plus circulaire ?**

Les taxes environnementales sont un instrument permettant d'internaliser, dans le prix d'un service et d'un produit, ce que représente leur charge environnementale. Dans le cas de la loi sur le CO<sub>2</sub>, le fait qu'il ne s'agisse pas d'une taxe, mais d'un mécanisme de régulation, préférable à des interdictions, n'a pas été clairement expliqué et n'a donc pas été compris.

La charge environnementale des consommateurs devrait être intégrée à leur consommation. Ceci devrait rapidement être mis en œuvre en réponse aux enjeux climatiques. Censées être fiscalement neutres, à

savoir ne pas enrichir l'État, les taxes ont pour objectif de modifier des comportements au moyen d'un biais économique. Il est question d'inciter, plutôt que d'imposer.

**L'arrivée d'une économie plus circulaire a-t-elle pris une place dans le calendrier et les prérogatives de la FER ?**

Nous avons fait beaucoup via l'Agenda 21 et la responsabilité sociale des entreprises. Nous mettons des outils à disposition afin que les entreprises puissent savoir où elles se situent au regard des tendances et pratiques. Nous collaborons avec les autorités, en termes de recyclage et de plans de circulation et nous proposons des solutions tenant compte d'impératifs comme le transport professionnel, essentiel pour que l'économie puisse continuer à fonctionner.

**Que pensez-vous de cette notion de mutualisation de certains biens, proposée par l'économie circulaire, en remplacement de leur possession ?**

Les générations actuelles sont plus enclines à aller vers une économie fonctionnelle, dans laquelle c'est la fonction de l'objet qui intéresse, plutôt que sa possession, laquelle peut dès lors être commune ou cédée. Cela va s'intensifier, mais tout ne peut pas être mutualisé. La notion qu'il faut nécessairement posséder la chose pour en prendre soin n'est pas exhaustive. La digitalisation nous a permis d'arriver à un degré de mutualisation beaucoup plus avancé. Cette évolution va probablement se renforcer. ■